

§ 2. L'intervention d'investissement s'élève :

1° à 20 000 FB par unité de personnel occupée en Région flamande pour les petites entreprises répondant aux critères en matière d'effectifs, de chiffre d'affaires annuel et de bilan global et de composition du capital pour les petites entreprises, en application de la loi du 4 août 1978 sur l'expansion économique et telle que définie dans le règlement cadre communautaire du 16 juillet 1996 relatif à l'aide publique aux petites et moyennes entreprises;

2° 10 000 FB par unité de personnel occupée en Région flamande pour les autres contribuables.

§ 3. L'intervention d'investissement est majorée :

1° soit de 5 000 FB par emploi supplémentaire créé en Région flamande au cours de l'année calendaire 1997;

2° soit de 10 000 FB par emploi supplémentaire créé en Région flamande au cours de l'année calendaire 1997 pour un chômeur de longue durée peu scolarisé.

§ 4. Le montant total de l'intervention d'investissement ne peut jamais dépasser, par contribuable, le précompte immobilier enrôlé à sa charge et est plafonné à 100 000 ECU.

§ 5. L'obtention et le maintien de l'avantage de l'intervention d'investissement sont subordonnés à la condition que l'entreprise respecte l'engagement suivant : elle ne sollicitera ou ne bénéficiera d'aucune aide qui conduirait à ce que la règle minimis prévue par la Communication de la Commission européenne 96/C68/60 reste inapplicable.

§ 6. L'intervention d'investissement concerne également le précompte immobilier dû par les contribuables qui donnent les biens immobiliers en question en location ou en leasing aux entreprises qui en font usage dans l'industrie manufacturière, le bâtiment et le transport routier en Région flamande; les preneurs s'engagent à respecter les exigences en matière d'accroissement et de maintien de l'emploi et des investissements tels que définis à l'article 3, § 1^{er}. Dans ce cas, l'intervention d'investissement est subordonnée à la condition qu'elle soit cédée intégralement aux preneurs.

Art. 4. Le Gouvernement flamand définit les notions d'industrie du bâtiment, de transport routier et de chômeur de longue durée peu scolarisé, détermine ce qu'il faut entendre par unité de personnel ainsi que les critères de constatation de l'accroissement et de maintien de l'emploi, arrête les règles particulières applicables aux entreprises tenant une comptabilité non basée sur l'année calendaire et les modalités en matière de demande et de contrôle.

Art. 5. Le Gouvernement flamand fixe la date d'entrée en vigueur du présent arrêté.

Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*.

Bruxelles, le 19 décembre 1997.

Le Ministre-Président du Gouvernement flamand,

L. VAN DEN BRANDE

Le Ministre flamand des Finances, du Budget et de la Politique de Santé,

Mme W. DEMEESTER-DE MEYER

Le Ministre flamand de l'Economie, des P.M.E., de l'Agriculture et des Médias,

E. VAN ROMPUY

COMMUNAUTE FRANÇAISE — FRANSE GEMEENSCHAP

MINISTERE DE LA COMMUNAUTE FRANÇAISE

F. 98 — 260

[S - C - 98/29026]

8 DECEMBRE 1997. — Arrêté du Gouvernement de la Communauté française portant délégations de compétence et de signature pour la gestion des personnels visés aux articles 6, 8 et 11 du décret du 5 février 1990 relatif aux bâtiments scolaires de l'enseignement non universitaire organisé ou subventionné par la Communauté française

Le Gouvernement de la Communauté française,

Vu la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles, notamment les articles 87 et 91 *bis* modifiés par les lois spéciales des 8 août 1988, 16 janvier 1989 et 16 juillet 1993;

Vu le décret du 5 février 1990 relatif aux bâtiments scolaires de l'enseignement non universitaire organisé ou subventionné par la Communauté française, notamment les articles 6, 8 et 11 modifiés par le décret du 4 février 1997;

Vu l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 1^{er} août 1991 portant délégation de pouvoir au Directeur général des Personnels, des Statuts, de l'Organisation administrative et de l'Enseignement spécial, pour la gestion du personnel de la Direction d'administration des Bâtiments scolaires de la Communauté française et du Fonds des Bâtiments scolaires de l'Enseignement officiel subventionné, modifié par l'arrêté de l'Exécutif du 5 février 1993;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 31 mars 1995 fixant l'organisation des services chargés de la gestion des bâtiments scolaires de l'enseignement organisé par la Communauté française et portant délégation de pouvoir à certains fonctionnaires et agents de ces services, notamment l'article 16;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 22 juillet 1996 portant statut des agents des Services du Gouvernement de la Communauté française;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 22 juillet 1996 portant statut pécuniaire des agents des Services du Gouvernement de la Communauté française;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 28 mai 1997 relatif à la Direction générale des Infrastructures scolaires,

Arrête :

Article 1^{er}. Le secrétaire général du Ministère de la Communauté française exerce, vis-à-vis des membres du personnel visés aux articles 6, 8 et 11 du décret du 5 février 1990 relatif aux bâtiments scolaires de l'enseignement non universitaire organisé ou subventionné par la Communauté française, les délégations de compétence et de signature qui lui sont octroyées par l'article 4 de l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 13 juin 1991 portant délégations de compétences et de signatures aux fonctionnaires généraux et à certains autres agents des Services de l'Exécutif de la Communauté française - Ministère de la Culture et des Affaires sociales - tel que modifié par l'arrêté du 17 juin 1997, ci-après appelé l'arrêté de délégation.

Les actes de subdélégations pris par le secrétaire général en application de l'article 4, § 3, de l'arrêté de délégation sont réputés, sauf décision contraire du secrétaire général, s'étendre aux membres du personnel visés à l'alinéa 1^{er}.

Art. 2. Le fonctionnaire général dirigeant la Direction générale de l'Infrastructure du Ministère de la Communauté française exerce, vis-à-vis des mêmes membres du personnel, les délégations de compétence et de signature visées à l'article 5 de l'arrêté de délégation.

Pour l'exercice de ces compétences, les subdélégations existantes au sein des services concernés poursuivent leurs effets, sauf décision contraire du fonctionnaire général dirigeant la Direction générale de l'Infrastructure.

Art. 3. Le fonctionnaire général dirigeant le Service général du Personnel du Ministère de la Communauté française exerce, vis-à-vis des mêmes membres du personnel, les délégations de compétence et de signature visées à l'article 6 de l'arrêté de délégation.

Art. 4. Pour l'exercice des délégations visées aux articles précédents, le secrétaire général, le fonctionnaire général dirigeant la Direction générale de l'Infrastructure et le fonctionnaire général dirigeant le Service général du Personnel du Ministère de la Communauté française, peuvent, dans les limites autorisées par le principe général de la non-rétroactivité des actes administratifs, prendre des actes produisant leurs effets à une date antérieure à celle de l'entrée en vigueur du présent arrêté.

Art. 5. Toute disposition contraire au présent arrêté est abrogée à la date d'entrée en vigueur du présent arrêté.

Art. 6. Le présent arrêté entre en vigueur le jour de sa signature et cesse ses effets à la date de l'abrogation de l'arrêté de délégation.

Bruxelles, le 8 décembre 1997.

Pour le Gouvernement de la Communauté française :

Le Ministre de la Fonction publique,
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

VERTALING

MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

N. 98 — 260

[S - C - 98/29026]

8 DECEMBER 1997. — Besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap houdende delegatie van bevoegdheid en ondertekening voor het beheer van het personeel bedoeld in de artikelen 6, 8 en 11 van het decreet van 5 februari 1990 betreffende de schoolgebouwen van het niet-universitair onderwijs georganiseerd of gesubsidieerd door de Franse Gemeenschap

De Regering van de Franse Gemeenschap,

Gelet op de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen, inzonderheid op de artikelen 87 en 91bis, gewijzigd bij de bijzondere wetten van 8 augustus 1988, 16 januari 1989 en 16 juli 1993;

Gelet op het decreet van 5 februari 1990 betreffende de schoolgebouwen van het niet-universitair onderwijs georganiseerd of gesubsidieerd door de Franse Gemeenschap, inzonderheid op de artikelen 6, 8 en 11, gewijzigd bij het decreet van 4 februari 1997;

Gelet op het besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap van 1 augustus 1991 houdende overdracht van bevoegdheid aan de directeur-generaal van het personeel, de statuten, de administratieve organisatie en het buitengewoon onderwijs, voor het beheer van het personeel van de Bestuursdirectie voor Schoolgebouwen van de Franse Gemeenschap en het Fonds voor Schoolgebouwen van het officieel gesubsidieerd onderwijs, gewijzigd bij het besluit van de Executieve van 5 februari 1993;

Gelet op het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 31 maart 1995 houdende organisatie van de diensten belast met het beheer van de schoolgebouwen van het door de Franse Gemeenschap ingerichte onderwijs en houdende overdracht van bevoegdheid aan bepaalde ambtenaren en personeelsleden van die diensten, inzonderheid op artikel 16;

Gelet op het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 22 juli 1996 houdende het statuut van de ambtenaren van de Diensten van de Regering van de Franse Gemeenschap;

Gelet op het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 22 juli 1996 houdende het geldelijk statuut van de ambtenaren van de Diensten van de Regering van de Franse Gemeenschap;

Gelet op het besluit van de Regering van de Franse

Gemeenschap van 28 mei 1997 betreffende de Algemene Directie Schoolinfrastructuur,

Besluit :

Artikel 1. De secretaris-generaal van het Ministerie van de Franse Gemeenschap oefent, ten aanzien van de personeelsleden bedoeld in de artikelen 6, 8 en 11 van het decreet van 5 februari 1990 betreffende de schoolgebouwen van het niet-universitair onderwijs georganiseerd of gesubsidieerd door de Franse Gemeenschap, de bevoegdheden ondertekeningdelegaties uit die hem worden toegekend door artikel 4 van het besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap van 13 juni 1991 houdende delegatie van bevoegdheden en ondertekeningvolmachten aan de ambtenaren-generaal en aan sommige andere ambtenaren van de Diensten van de Executieve van de Franse Gemeenschap - Ministerie van Cultuur en Sociale Zaken, gewijzigd bij het besluit van 17 juni 1997, hierna "delegatiebesluit" genoemd.

De handelingen inzake subdelegaties die door de secretaris-generaal met toepassing van artikel 4, § 3, van het delegatiebesluit worden getroffen, worden, tenzij door de secretaris-generaal anders is bepaald, geacht zich uit te breiden tot de in lid 1 bedoelde personeelsleden.

Art. 2. De ambtenaar-generaal die de leiding heeft van de Algemene Directie Infrastructuur van het Ministerie van de Franse Gemeenschap oefent, ten aanzien van dezelfde personeelsleden, de bij artikel 5 van het delegatiebesluit bedoelde bevoegdheids- en ondertekeningsdelegaties uit.

Voor de uitoefening van die bevoegdheden, blijven de subdelegaties die binnen de betrokken diensten bestaan, verder gelden, tenzij anders is beslist door de ambtenaar-generaal die de leiding heeft van de Algemene Directie Infrastructuur.

Art. 3. De ambtenaar-generaal die de leiding heeft van de Algemene Dienst Personeel van het Ministerie van de Franse Gemeenschap oefent, ten aanzien van dezelfde personeelsleden, de bij artikel 6 van het delegatiebesluit bedoelde bevoegdheids- en ondertekeningsdelegaties uit.

Art. 4. Voor de uitoefening van de in de vorige artikelen bedoelde delegaties, kunnen de secretaris-generaal, de ambtenaar-generaal die de leiding heeft van de Algemene Directie Infrastructuur en de ambtenaar-generaal die de leiding heeft van de Algemene Dienst Personeel van het Ministerie van de Franse Gemeenschap, binnen de perken toegelaten in het kader van het beginsel van de niet-terugwerkende kracht van de bestuurshandelingen, handelingen treffen die uitwerking hebben met ingang van een vroegere datum dan die van de inwerkingtreding van dit besluit.

Art. 5. Elke bepaling die strijdig is met dit besluit wordt opgeheven op de datum van inwerkingtreding van dit besluit.

Art. 6. Dit besluit treedt in werking de dag waarop het wordt ondertekend en houdt op uitwerking te hebben op de datum van opheffing van het delegatiebesluit.

Brussel, 8 december 1997.

Voor de Regering van de Franse Gemeenschap :
De Minister van Ambtenarenzaken,
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

ANDERE BESLUITEN — AUTRES ARRETES

DIENSTEN VAN DE EERSTE MINISTER

[97/21428]

Federale diensten voor wetenschappelijke,
technische en culturele aangelegenheden
Koninklijk Instituut voor het Kunstpatrimonium
Eervol ontslag. — Pensionering

Bij koninklijk besluit van 8 augustus 1997 wordt aan de heer Vynckier, Jozef Karel, industrieel ingenieur-hoofd van dienst bij het Koninklijk Instituut voor het Kunstpatrimonium, met ingang van 1 mei 1998, eervol ontslag verleend uit zijn ambt.

Hij wordt ertoe gemachtigd zijn aanspraak op pensioen te doen gelden en de eretitel van zijn ambt te voeren.

SERVICES DU PREMIER MINISTRE

[97/21428]

Services fédéraux des affaires scientifiques,
techniques et culturelles
Institut royal du Patrimoine artistique
Démission honorable. — Mise à la retraite

Par arrêté royal du 8 août 1997, démission honorable de ses fonctions est accordée à M. Vynckier, Jozef Karel, ingénieur industriel-chef de service à l'Institut royal du Patrimoine artistique, à partir du 1^{er} mai 1998.

Il est autorisé à faire valoir ses droits à la mise à la retraite et à porter le titre honorifique de ses fonctions.

MINISTERIE VAN ECONOMISCHE ZAKEN

[C - 98/11028]

7 JANUARI 1998. — Koninklijk besluit houdende ontslag en benoeming van de leden van het wetenschappelijk comité voor de nationale rekeningen opgericht bij het Instituut voor de nationale rekeningen

ALBERT II, Koning der Belgen,
Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de wet van 21 december 1994 houdende sociale en diverse bepalingen, inzonderheid op artikel 117, §§ 1 en 3;

Gelet op het koninklijk besluit van 8 juni 1995 houdende benoeming van de leden van het wetenschappelijk comité voor de nationale rekeningen;

Op de voordracht van onze Minister van Economie,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

Artikel 1. Eervol ontslag uit hun functie als lid van het wetenschappelijk comité van de nationale rekeningen wordt op hun verzoek, aan Mevrouw Françoise Thys-Clément, de Heer Hugo Schepers en de Heer Stefan Kesenne gegeven.

Art. 2. Werden benoemd als lid van het wetenschappelijk comité van de nationale rekeningen en als vervangers van de ontslagnemende leden hun mandaat zullen aannemen :

MINISTERE DES AFFAIRES ECONOMIQUES

[C - 98/11028]

7 JANVIER 1998. — Arrêté royal portant démission et nomination des membres du comité scientifique sur les comptes nationaux constitué auprès de l'Institut des comptes nationaux

ALBERT II, Roi des Belges,
A tous, présents et à venir, Salut.

Vu la loi du 21 décembre 1994 portant des dispositions sociales et diverses, notamment l'article 117, §§ 1^{er} et 3;

Vu l'arrêté royal du 8 juin 1995 portant nomination des membres du comité scientifique sur les comptes nationaux;

Sur la proposition de Notre Ministre de l'Economie,

Nous avons arrêté et arrêtons :

Article 1^{er}. Démission honorable de leur mandat de membre du comité scientifique sur les comptes nationaux, est accordée à leur demande, à Madame Françoise Thys-Clément, à Monsieur Hugo Schepers et à Monsieur Stefan Kesenne.

Art. 2. Sont nommés membres du comité scientifique sur les comptes nationaux en remplacement des membres démissionnaires dont ils achèveront leur mandat :